



L'ACCÉLÉRATION

2014 est placée sous le thème de l'accélération du déploiement des projets structurants. Cette année a en effet été marquée par d'importants et rapides développements que nous avons voulu illustrer à travers le dynamisme qu'exprime la direction artistique de ce rapport d'activité, en harmonie avec notre nouvelle identité visuelle.



2014 EST
UNE ANNÉE
D'ACCÉLÉRATION
POUR MAROCLEAR

MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'année 2014 est marquée par le lancement de notre plan de développement « Cap 2014-2016 » qui positionne MAROCLEAR dans une dynamique de changement, à commencer par le renforcement de notre gouvernance, préalable indispensable à la confiance et à un développement pérenne de notre activité.

Nous avons également accéléré notre convergence vers les meilleurs standards internationaux du métier, et cela au travers de benchmarks et d'échanges d'expertise avec des organismes similaires. Cœur de notre métier, l'excellence de notre système d'information fait l'objet d'un alignement en support de notre stratégie.

Par ailleurs, MAROCLEAR se donne les moyens d'élargir son offre de services. Dans un premier temps, il s'agit de développer nos services aux entreprises non cotées souhaitant procéder à la dématérialisation de leurs titres. Plus tard, d'autres relais de croissance seront déployés.

« 2014 EST UNE ANNÉE D'ACCÉLÉRATION POUR MAROCLEAR »

A la source de notre dynamisme et de notre capacité grandissante d'intervention sont nos Ressources Humaines. Elles se sont encore considérablement accrues entre 2013 et 2014. Ce développement humain suit lui aussi un plan soigneusement établi et vient conforter une logique de structuration en profondeur de chacune de nos directions. Un organigramme cible a d'ailleurs été défini : il précise les champs d'intervention de chacun et ouvre de nouvelles perspectives d'évolution au sein de notre Institution.

Enfin, du fait de notre statut d'entreprise à vocation de service public, la transparence à travers une communication claire et bien établie, au même titre que la responsabilité sociale, font partie de notre devoir d'exemplarité. Mais notre travail de communication répond également à un besoin fort de notoriété. Pour être efficace et répondre à ses ambitions, MAROCLEAR doit se faire connaître plus et mieux faire comprendre la nature de son activité. Cette communication pédagogique est un élément fondamental de confiance. Elle peut désormais s'appuyer sur une identité visuelle modernisée, qui exprime pleinement nos valeurs de rigueur, de sécurité et de dynamisme.

Fathia Bennis
Président Directeur général



**1/
MAROCLEAR,
DÉPOSITAIRE
CENTRAL
DES TITRES
AU MAROC**

PROFIL
GOUVERNANCE
AMBITION ET STRATÉGIE
ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIÉTAL

08

SOMM

**2/
2014,
UNE ANNÉE
DE CONSOLIDATION
ET D'ACCÉLÉRATION**

PANORAMA DE L'ANNÉE
SÉCURITÉ ET CERTIFICATIONS
RENFORCEMENTS STRUCTURELS
DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

19



MAIRE

26

**3/
RÉSULTATS
OPÉRATIONNELS 2014**

ADMISSIONS DE TITRES
ÉVOLUTION DE LA CAPITALISATION
DÉNOUEMENT DE FLUX
ADMINISTRATION DES TITRES

35

**4/
RÉSULTATS
FINANCIERS 2014**

ANALYSE FINANCIÈRE
ÉTATS FINANCIERS
ANNEXES

1/ MAROCLEAR, DÉPOSITAIRE CENTRAL DES TITRES AU MAROC

PROFIL

GOUVERNANCE

AMBITION ET STRATÉGIE

ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIÉTAL

08





1/ MAROCLEAR, DÉPOSITAIRE CENTRAL DES TITRES AU MAROC

● PROFIL

CADRE LÉGISLATIF

MAROCLEAR a été créé en 1997 par le dahir n°1-96-246 du 09 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création d'un Dépositaire Central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs. Il est régi par le Règlement Général pris en application de ladite Loi, approuvé par le Ministre chargé des finances (arrêté n°932-98 du 16 avril 1998).

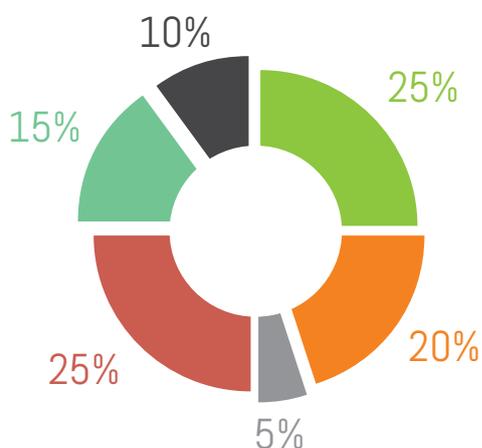
MAROCLEAR est soumis à l'autorité du Ministère chargé des Finances ainsi qu'au contrôle du CDVM et du Commissaire au Gouvernement. Il est également soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib dans le cadre de ses prérogatives de surveillance des systèmes de paiement.

Les états de synthèses de MAROCLEAR sont revus par le cabinet Coopers Audit en sa qualité de Commissaire aux comptes. MAROCLEAR est soumis à un audit contractuel par le cabinet KPMG.

ACTIONNARIAT

La répartition du capital de MAROCLEAR offre une représentation de l'ensemble des parties prenantes de la Place financière marocaine.

RÉPARTITION DU CAPITAL



- État marocain
- Bank Al-Maghrib
- Bourse de Casablanca
- Banques
- Assurances
- Caisse de Dépôt et de Gestion

ACTIVITÉ

MAROCLEAR est le Dépositaire Central des valeurs mobilières au Maroc.

Ses principales missions sont la dématérialisation et la conservation des titres qui sont admis à ses opérations, ainsi que l'administration des comptes courants des valeurs mobilières ouverts au nom de ses affiliés.

Il assure en outre toutes activités connexes permettant de faciliter la réalisation de ses missions et notamment la codification des valeurs mobilières.

SERVICES

Conservation

MAROCLEAR centralise la conservation des titres admis à ses opérations :

- actions
- obligations
- bons du Trésor
- Titres de Créances Négociables
- OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières)
- FPCT (Fonds de Placement Collectifs en Titrisation)
- OPCR (Organismes de Placement en Capital Risque)

Dénouement

MAROCLEAR prend en charge le dénouement de toute transaction réalisée sur les valeurs mobilières admises à ses opérations, selon le principe du règlement contre livraison.

Le dénouement s'effectue sur les comptes centraux de règlement des intervenants ouverts sur le SRBM (RTGS). Le cycle de dénouement est de J+3 pour la filière bourse et de J pour la filière temps réel (gré à gré et Repo's).

Administration

MAROCLEAR intervient dans la gestion de toutes les Opérations Sur Titres (OST) affectant la vie des valeurs mobilières :

- paiement de dividendes ou d'intérêts
- remboursements
- attributions ou souscriptions
- fusions, échanges, etc.

Codification

En sa qualité d'agence nationale de codification, MAROCLEAR attribue les codes International Securities Identification Number (ISIN) à tout type de valeurs admises à ses opérations.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PARTIES PRENANTES

PRÉSIDENTE

Fathia BENNIS - Président - Directeur général

VICE-PRÉSIDENT

Mounir RAZKI - Bank Al-Maghrib

ADMINISTRATEURS

Nouaman AL AISSAMI - État Marocain
El Hassan EDDEZ - État Marocain
Abdel-Ilah EL OUNANI - Bank Al-Maghrib
Khalid EL HATTAB - CDG
Mohamed SOUSSI - ATW Bank
Mohamed IDRISSE - BMCE Bank
Bachir BADDOU - RMA Watanya
Karim HAJJI - Bourse de Casablanca

ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

Amina FIGUIGUI

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Samir LAHLOU - État Marocain

SECRETAIRE DU CONSEIL

Mohamed Adil YOUSSEFI

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Abdelaziz ALMECHATT - Coopers Audit Maroc

AUDITEUR EXTERNE

KPMG

COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'Audit assiste le Conseil d'Administration dans son rôle de surveillance, en lui apportant une assurance sur la fiabilité des informations fournies aux actionnaires et sur la qualité du contrôle interne. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ensemble des intervenants dans le processus de contrôle et de surveillance.

COMITÉS INTERNES

COMITÉ DE DIRECTION

Le Comité de direction pilote les projets de l'institution et suit les performances et les résultats pour ajuster, si nécessaire, les différentes politiques émanant des orientations stratégiques du Conseil d'Administration et de la Direction générale. Véritable lieu d'échange et de réflexion, le Comité de direction joue un rôle de contrôle et s'assure du bon fonctionnement de l'institution sur tous les plans.

COMITÉ DE PLACEMENTS

Le Comité de placements est présidé par le Président Directeur général de MAROCLEAR et est composé du Directeur Ressources et Affaires Administratives et Juridiques et du responsable de la cellule Trésorerie. Ses responsabilités s'articulent autour de 3 axes : Conseil, Décision et Surveillance de tous les placements effectués. Il en découle les responsabilités suivantes :

- Définition et révision de la charte de placements et conseil du comité d'Audit dans son approbation.
- Sélection des produits répondant aux choix opérés.
- Évaluation de la sécurité et de la performance de la gestion.
- Veille à la conformité de la charte de placements au regard des principes et objectifs définis.

COMITÉ SÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES

Ce Comité assiste la Direction générale dans ses missions relatives à la gestion des risques. Il a pour missions :

- La proposition de politiques et procédures de sécurité et de gestion des risques conformes aux lois et normes en vigueur.
- L'animation du dispositif de gestion des risques.
- La revue de la cartographie des risques et du niveau de tolérance de MAROCLEAR face aux risques.
- Le suivi de la mise en œuvre des plans de maîtrise des risques.
- Veiller en permanence à la sécurité des personnes et des biens de MAROCLEAR.



ÉQUIPE DIRIGEANTE DE MAROCLEAR

- 1 Fathia BENNIS
Président - Directeur général
- 2 Mohamed Adil YOUSSEFI
Directeur Ressources et Affaires Administratives et Juridiques
 - Capital Humain et Organisation
 - Finances et Comptabilité
 - Facturation
 - Administratif
 - Juridique
 - Achats et Moyens Généraux
 - Contrôle de gestion
- 3 Sofia ABABOU
Directrice Communication et Développement Commercial
 - Communication Interne
 - Communication Externe
 - Relations Presse
 - Publicité
 - Commercialisation
- 4 Mohamed SLAOUI
Directeur des Opérations
 - Référentiel et OST
 - Nominatifs
 - Filières (Bourse / gré à gré)
 - Règlement / Livraison
 - Gestion de Projets
- 5 Ridouane AZAGROUZE
Directeur des Systèmes d'Information
 - Infrastructures Serveurs et Stockage
 - Réseaux et Télécoms
 - Gestion de Projets
 - Exploitation Technique
 - Sécurité de l'Information et Continuité des Activités
 - Helpdesk
- 6 Hicham GRINE
Directeur Inspection et Audit
 - Audit Interne
 - Contrôle Interne
 - Inspection
 - Gestion des Risques
 - Veille Juridique et Réglementaire
 - Compliance
 - Développement de Nouveaux Projets

POSITIONNEMENT

MAROCLEAR participe d'une volonté stratégique visant à positionner la Place financière de Casablanca en Centre financier de dimension régionale capable de rayonner sur l'ensemble du Maghreb et de l'Afrique francophone.

Pour rappel, c'est pour répondre à cette vision qu'a notamment été initié en 2010 le projet Casablanca Finance City (CFC), un hub de la finance destiné à attirer les plus grands investisseurs internationaux. Dans ce contexte, le Dépositaire Central du Maroc est naturellement appelé à jouer un rôle majeur pour la réussite de ce projet.

**UNE STRATÉGIE
AU CŒUR D'UNE AMBITION :
DEVENIR UN ACTEUR DE RÉFÉRENCE
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT
DE LA PLACE FINANCIÈRE
DE CASABLANCA**

La stratégie de MAROCLEAR est d'accompagner activement le développement de la Place financière de Casablanca en devenant un acteur incontournable par son excellence métier et son offre de services. Le Dépositaire Central, porté par une obligation de pérennité de ses activités, est encouragé dans une démarche d'alignement continu de ses pratiques de marché sur les meilleurs standards et référentiels internationaux.

NORMES ET CERTIFICATIONS

UNE DYNAMIQUE DE MONTÉE EN PERFORMANCE

Afin d'offrir à la Place financière marocaine un niveau d'excellence à même de renforcer la confiance des investisseurs marocains et étrangers, MAROCLEAR s'emploie à normaliser l'ensemble de ses pratiques, à travers les processus d'obtention de labels et de certifications clés.

SMSI certifié
ISO 27001

MAROCLEAR a obtenu en décembre 2013 la certification ISO 27001 concernant le Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) sur l'ensemble de ses activités. Cette norme contribue à la mise en place d'un système destiné à assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des actifs informationnels de l'entreprise.

« CAP 2014-2016 »

MAROCLEAR a décliné sa stratégie de développement dans le cadre d'un plan triennal, « Cap 2014-2016 ». Ce plan comporte cinq axes principaux de développement allant de l'offre métier au développement des Ressources Humaines, en passant par la stratégie d'urbanisation du Système d'Information, la stratégie de communication et commercialisation et le renforcement des dispositifs de contrôle et de maîtrise des risques.

LES 5 AXES DU « CAP 2014-2016 »

**AXE 1 : DÉVELOPPEMENT
DE L'OFFRE MÉTIER**

**AXE 2 : STRATÉGIE D'URBANISATION
DU SYSTÈME D'INFORMATION**

**AXE 3 : STRATÉGIE DE COMMUNICATION
ET DE COMMERCIALISATION**

**AXE 4 : RENFORCEMENT
DES DISPOSITIFS DE CONTRÔLE
ET DE MAÎTRISE DES RISQUES**

**AXE 5 : DÉVELOPPEMENT
INSTITUTIONNEL**

● AMBITION ET STRATÉGIE

PRINCIPAUX AXES STRATÉGIQUES DU « CAP 2014-2016 »

Axe 1 : Développement de l'offre métier

- Plateforme de routage des ordres OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) et LEI (Legal Entity Identifier).
- Initier la mise en place d'un Référentiel Central (Trade Repository).
- Améliorer l'automatisation des opérations sur titres.
- Viser la mise en place du « Straight Through Processing » (STP) sur toute la chaîne de valeur.
- Ouvrir dès 2015 un Registre Central.
- Dématérialisation des titres pour les sociétés non cotées.

Axe 2 : Stratégie d'urbanisation du Système d'Information

- Améliorer la résilience des infrastructures.
- Optimiser l'utilisation des environnements à travers leur virtualisation (Cloud).
- Gateway unique pour tous les échanges de fichiers et routage sélectif.
- Mise en place d'un Datacenter de secours hors Casablanca.

Axe 3 : Stratégie de Communication et de Commercialisation

- Renforcer la notoriété du Dépositaire Central et la compréhension de son activité.
- Accroître la confiance à travers une communication institutionnelle forte et transparente.
- Élargir le profil des affiliés.

Axe 4 : Renforcement des dispositifs de Contrôle et de Maîtrise des Risques

- Acquérir les meilleures certifications en la matière : CIA (Certified Internal Auditor) ; CRMA (Certification in Risk Management Assurance) ; ISAE 3402 (International Standard on Assurance Engagements) et enfin le label IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes).

Axe 5 : Développement institutionnel

- Réorganisation managériale selon un organigramme cible intégrant un middle management.
- Politique forte de recrutement avec intégration et formation des nouvelles ressources.
- Mise en place d'outils de gestion pour le bien être et l'épanouissement des collaborateurs.
- Valorisation de la performance à travers la politique de rémunération.
- Développement des compétences.



● ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIÉTAL

MAROCLEAR se positionne en Institution responsable, tant sur le plan de la gestion de ses Ressources Humaines que sur celui de sa politique sociale, comme le traduit son obtention du label RSE de la CGEM.

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

MAROCLEAR place son Capital Humain au cœur de sa vision stratégique et déploie progressivement une gestion intégrée de ses Ressources Humaines visant plusieurs objectifs : le développement des compétences managériales selon un organigramme cible, la mise en place d'un statut du personnel et de différents outils indispensables à une politique des RH rigoureuse, équitable et transparente et la mobilisation des équipes autour de valeurs fortes constitutives d'une culture de l'excellence.

FEUILLE DE ROUTE DE LA POLITIQUE RH 2014-2016

Afin d'accompagner ces développements stratégiques, MAROCLEAR doit nécessairement accroître son Capital Humain et se réorganiser autour d'un organigramme plus développé, intégrant notamment des positions intermédiaires d'encadrement. Ces changements vont ouvrir la voie à de nouvelles opportunités de mobilité internes, horizontales et verticales, pour l'ensemble des collaborateurs. Parallèlement, un travail sur la fidélisation des ressources est effectué à travers une politique de rémunération valorisant les performances de chacun. La gestion de l'intégration des nouvelles recrues, ainsi que celle du développement des compétences, des talents et des carrières deviennent primordiales pour assurer au Dépositaire Central une extension harmonieuse dans la continuité de ses performances et la fidélisation de ses équipes.



ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIÉTAL

INDICATEURS RH

La stratégie de développement de MAROCLEAR est axée sur une démarche de recrutement ciblée correspondant aux besoins spécifiques de chaque direction.

74

collaborateurs

40%

de femmes (+10% en 2014 ;
+ 50 % depuis 2012)

10

recrutements
en 2014

34 ans

moyenne d'âge

5 ans

ancienneté moyenne

ÉVALUATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

MAROCLEAR a mis en place un plan de formation annuel visant à assurer la maîtrise des compétences requises à chaque poste, mais également le développement personnel des collaborateurs. Une ressource est spécialement dédiée au pilotage de ce processus d'évaluation et de développement des compétences et à l'élaboration d'un plan annuel de formation, dont certaines se font à l'étranger auprès d'autres Dépositaires Centraux pour de meilleurs échanges d'expertise.

Près de
1 million MAD

budget
formation
2014

54
collaborateurs

ont bénéficié
de formations en 2014

24 actions

de formation
réalisées dont
3 à l'étranger



● ENGAGEMENT SOCIAL ET SOCIÉTAL

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

La nouvelle politique de rémunération vise à inciter les collaborateurs à pérenniser leur engagement au sein de l'institution, en rémunérant la montée en puissance de leurs performances. Une rémunération fixe rétribue le niveau de compétence et d'expérience, et une rémunération variable est corrélée à la performance, évaluée à partir d'outils de contrôle. In fine, cette nouvelle politique de rémunération vise à créer une corrélation claire entre la pesée des postes, la grille salariale et la rémunération des employés.

ORGANIGRAMME CIBLE

MAROCLEAR a redéfini son organisation dans le but d'optimiser et de rationaliser son fonctionnement tout en se dotant des moyens humains d'accompagner les sollicitations toujours plus importantes de la Place financière marocaine.

Un nouvel organigramme cible a été élaboré. Il se caractérise par l'apparition de Directions structurées et d'un «Middle Management» mettant en place une séniorité à deux niveaux : les 'Juniors' pour exécuter et dynamiser la production projets ; les 'Seniors' pour piloter les projets et encadrer les équipes.

POLITIQUE RSE

LA CHARTE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

La gestion des Ressources Humaines de MAROCLEAR s'aligne sur la charte RSE de la CGEM, qui elle-même se fonde sur la norme ISO 26000 qui est la référence internationale en matière de responsabilité sociale des entreprises.



MAROCLEAR a été labellisé RSE par la CGEM en récompense notamment d'un respect intransigeant du droit du travail et d'une politique des RH visant l'amélioration continue des conditions de travail de l'ensemble des collaborateurs.

En 2014, un audit de suivi et de maintien du label RSE a été mené. Cette évaluation a permis la vérification de la continuité du système et le suivi de son amélioration dans une démarche de progrès continu.

Les 7 piliers du Maroclearien

1. Je respecte mes clients et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. Je respecte mes clients et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. Je respecte le sol, l'air et l'eau. Je respecte l'environnement.
2. Je respecte les conventions d'éthique. Je respecte l'éthique et la déontologie. Je respecte les conventions d'éthique et la déontologie.
3. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation.
4. Je respecte les conventions d'éthique et la déontologie. Je respecte l'éthique et la déontologie. Je respecte les conventions d'éthique et la déontologie.
5. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation.
6. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation.
7. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation. J'écoute et j'accompagne mes collaborateurs et mes fournisseurs et je respecte leur réputation.

MAROCLEAR s'engage à réduire l'impact de son activité sur l'environnement.







19

**2/
2014,
UNE ANNÉE
DE CONSOLIDATION
ET
D'ACCÉLÉRATION**

PANORAMA DE L'ANNÉE

SÉCURITÉ ET CERTIFICATIONS

RENFORCEMENTS STRUCTURELS

DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

2/ UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION ET D'ACCÉLÉRATION

● PANORAMA DE L'ANNÉE

FAITS MARQUANTS

SYSTÈME
D'INFORMATIONS

UN NOUVEAU DATACENTER
AUX MEILLEURS STANDARDS

COMMUNICATION

NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE,
NOUVEAU LOGO & NOUVELLE
SIGNATURE

COMMERCIALISATION

OFFRE DE LA DÉMATÉRIALISATION
DES TITRES AUX ENTREPRISES
NON COTÉES

CHIFFRES CLÉS

INDICATEURS DE PERFORMANCE

CAPITALISATION TOTALE GÉRÉE À FIN 2014
1 365 MILLIARDS MAD (+7,4%)

MONTANT DES NOUVEAUX TITRES ADMIS EN 2014
200 MILLIARDS MAD

OPÉRATIONS DE DÉNOUEMENT
(MOYENNE QUOTIDIENNE)
2 443 MOUVEMENTS
41,9 MILLIARDS MAD

NOMBRE TOTAL DE VALEURS
CONSERVÉES À FIN 2014
1 216 VALEURS

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

CHIFFRE D'AFFAIRES 2014
68,42 MILLIONS MAD

RÉSULTAT NET
14,79 MILLIONS MAD

TOTAL BILAN
308,62 MILLIONS MAD

SÉCURITÉ ET CERTIFICATIONS

La vision de MAROCLEAR s'inscrit dans une démarche qui vise à aller au-delà de la simple conformité aux règles de Lois, vers l'intégration des meilleures pratiques. Du respect des "best practices" et des meilleures normes et standards internationaux découle une politique de contrôle dans la transparence, source de sécurité et de confiance.

DÉVELOPPEMENT MÉTIER

UPGRADE DE LA PLATEFORME DE DÉNOUEMENT

Dans le cadre de l'upgrade de la plateforme TCS BaNCS vers la Version 6, des efforts ont été entrepris pour mettre à niveau certaines pratiques et processus de Place en vue de leur normalisation et automatisation. Le déploiement de cette nouvelle version permet :

- la refonte du module Repo's afin de se rapprocher des meilleures standards ;
- la normalisation des échanges d'informations au format ISO 15022, avec une migration future vers la norme ISO 20022 ;
- la standardisation des pratiques de marché relatives aux OST ;
- la fluidification de l'ajustement Bourse.

**VERS PLUS D'AUTOMATISATION
« STRAIGHT THROUGH PROCESSING - STP »**

ROUTAGE DES ORDRES OPCVM

Pour accompagner le développement du marché, MAROCLEAR et l'ASFIM ont initié en 2014 un projet de mise en place d'une plate-forme de routage des ordres OPCVM entièrement intégrée et normalisée. La phase d'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques étant achevée, cette nouvelle solution permettra d'offrir à la Place :

- un accès unique à l'ensemble des produits OPCVM ;
- une harmonisation des procédures du marché ;
- une normalisation des flux d'information ;
- une gestion intégrée des OST ;
- un reporting personnalisable.

**UNE PLATEFORME ENTIÈREMENT
INTÉGRÉE ET NORMALISÉE**

Le déploiement de cette nouvelle plate-forme constitue la deuxième étape du déploiement de la Version 6 de la solution TCS BaNCS.

NORMALISATION

L'activité du Dépositaire Central repose sur des pratiques déjà largement normées et standardisées à l'international. MAROCLEAR s'applique donc à aligner l'ensemble de ses normes sur les régulations en vigueur. Ce faisant, il affirme ses ambitions de leadership et d'excellence à même de lui assurer la confiance de ses affiliés et de l'ensemble de ses parties prenantes.

**MISE EN CONFORMITÉ DES
PROCESSUS AVEC DES OBJECTIFS
BIEN IDENTIFIÉS**

DÉVELOPPER L'AUTOMATISATION DES ÉCHANGES

En 2014, MAROCLEAR a poursuivi le déploiement de nouvelles interfaces en conformité avec la norme **ISO 15022**, laquelle permet de limiter les risques liés aux interventions humaines en favorisant **l'automatisation et la normalisation des échanges** avec les systèmes de la Place financière.

CERTIFICATIONS

UNE PRIORITÉ ABSOLUE : LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Le Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) de MAROCLEAR est certifié selon la norme internationale ISO 27001 par le Bureau Veritas.

Cette norme valide une démarche d'amélioration continue de la résilience du Système d'Information afin d'assurer la préservation de l'actif informationnel.

**MAROCLEAR A MAINTENU SA
CERTIFICATION SUITE À UN AUDIT DE
SURVEILLANCE. IL A MIS EN PLACE
UNE DYNAMIQUE D'AMÉLIORATION
CONTINUE DE SON SMSI.**



RENFORCEMENTS STRUCTURELS

AUDIT, CONTRÔLE ET COMPLIANCE

AUDIT INTERNE

Afin d'atteindre ses objectifs énoncés dans le plan triennal CAP 2014 – 2016 validé par le Comité d'Audit, l'Audit Interne a réalisé le cycle d'audit de l'année 2014 prévu dans le calendrier. A titre de rappel, ce plan vise à couvrir l'ensemble des processus de MAROCLEAR, tout en prenant en considération les résultats des travaux d'identification et de qualification des risques, les modalités préconisées pour leur traitement et la cartographie des processus et des procédures de MAROCLEAR.

Durant l'année 2014, et dans le cadre de l'amélioration continue de la performance et de l'efficacité de la fonction d'audit interne, MAROCLEAR a lancé un Appel d'offres en vue d'acquiescer et d'implémenter une solution informatisée de gestion des missions d'audit interne. A cet effet, la solution d'un éditeur international leader dans le domaine des applications de Governance Risk Management et Compliance (GRC) a été retenue.

Dans le but d'accroître l'efficacité de son système de gestion de la sécurité, MAROCLEAR a mandaté auprès d'un cabinet spécialisé en la matière, un audit de sécurité de son système d'information conformément au standard PCI DSS (Payment Card Industry Data Security Standard) afin de tester la sécurité de ses plateformes informatiques sensibles.

CONTRÔLE INTERNE

La création du Contrôle interne répond à la volonté de MAROCLEAR de devenir un acteur de référence reconnu, sous l'impulsion de sa gouvernance. L'implémentation du Contrôle interne a pour but de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants : la fiabilité des opérations réalisées et la maîtrise et la surveillance des risques afférents aux activités exercées.

Durant l'année 2014, un planning a été établi et réalisé par le Contrôle interne, dont les missions sont les suivantes :

- Finalisation des procédures de Contrôle interne : destinées à servir de guide aux contrôleurs de MAROCLEAR dans le cadre de leurs missions.

- Déploiement des activités du Contrôle Interne : le Contrôle interne a lancé en 2014 un projet pour la mise en place de points de contrôle au niveau des procédures de la Direction Inspection et Audit et de la Direction des Opérations. Il consiste à déterminer les points de contrôle à implémenter en se basant sur les logigrammes des procédures et la cartographie des risques, points qui servent à la mise en œuvre du Contrôle interne.
- Informatisation de la gestion des missions de Contrôle interne.

COMPLIANCE

Afin d'assurer une gestion responsable et transparente, MAROCLEAR a mis en place en 2014 une fonction Compliance en vue de répondre aux attentes et aux aspirations des différentes parties prenantes.

La fonction Compliance s'attache à valoriser et à améliorer le fonctionnement du Dépositaire Central. En effet, elle doit s'assurer de :

- l'application correcte des lois, décrets, règlements, instructions et procédures ;
- l'intégrité, la fiabilité et le caractère exhaustif des informations financières et opérationnelles ;
- l'évaluation du risque de non-conformité et de son impact en termes financier et d'image.

La cellule Compliance veille également au respect par le personnel de MAROCLEAR des règles de déontologie telles que définies dans sa charte d'éthique et de déontologie.

GESTION DES RISQUES

Dans le but d'une amélioration continue du dispositif de gestion des risques, un ensemble d'actions a été entamé afin de se conformer aux lignes directrices de la norme ISO 31000, admise comme référentiel de base de la Gestion des risques.

Ces actions sont étalées sur les exercices 2014- 2015, et concernent d'une part la refonte des fondements et des dispositions organisationnelles de la gestion des risques, et d'autre part l'amélioration des pratiques et méthodes de maîtrise et traitement des risques.

RENFORCEMENTS STRUCTURELS

URBANISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Une nouvelle approche d'urbanisation des Systèmes d'Information a été initiée en 2014 dans le cadre du plan stratégique de MAROCLEAR en agissant sur quatre axes simultanément : la simplification des infrastructures par le biais de la « virtualisation » ; le renforcement de la gestion des échanges informatisés de données ; une meilleure résilience des systèmes et l'organisation fonctionnelle de la Direction des Systèmes d'Information.

VERS UNE ARCHITECTURE VIRTUALISÉE

Le déploiement progressif de la nouvelle approche d'urbanisation a été planifié sur trois étapes importantes. La première étape programmée pour 2014 a consisté en :

- la revue de l'architecture d'implémentation du logiciel TCS BaNCS ;
- l'adoption d'une architecture distribuée pour la partie applicative (couche Métier et Batchs) pour de meilleures performances.

LA « VIRTUALISATION » DES ENVIRONNEMENTS VISE LA CRÉATION DÈS 2017 D'UN CLOUD COMPUTING PRIVÉ

- lancement de la première phase du chantier de virtualisation des environnements critiques qui concerne les couches «bases de données» et «serveurs d'application».

ÉCHANGE D'INFORMATIONS

Mise en place en 2014 des premiers jalons du chantier de création d'une « Gateway », une passerelle unique permettant de gérer des échanges multi-flux, multi-métiers et de formats hétérogènes avec l'ensemble des partenaires de MAROCLEAR, quel que soit le niveau d'automatisation de leurs processus.

EXTENSION DES FONCTIONNALITÉS D'ÉCHANGE CFT (CROSS FILE TRANSFERT)

RÉSILIENCE DES SYSTÈMES

Certifié ISO 27001 par le Bureau Veritas, MAROCLEAR montre sa pro-activité face aux menaces potentielles et sa volonté d'anticipation sur les exigences légales.

Principales actions conduites en 2014 :

- actualisation de la cartographie des risques informationnels et mise en place d'un plan de traitement ;
- création d'une entité dédiée à la gestion de la sécurité de l'information et à la sensibilisation des utilisateurs aux différents risques ;
- renforcement de la sécurisation des accès administrateurs ;
- lancement du chantier infrastructure PKI (Public Key Infrastructure) d'harmonisation des processus de cryptographie garantissant un haut niveau de confidentialité ;
- réaménagement d'un Datacenter selon les meilleurs standards (Tiers 3+) apportant ainsi l'assurance d'une continuité de service quasi-permanente.

ORGANISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

En 2014, il a été procédé à une revue complète de la cartographie des processus IT, visant à doter la Direction des Systèmes d'Information des moyens nécessaires au déploiement de sa nouvelle stratégie. Cela s'est traduit par :

- la réorganisation des équipes qui permettra, grâce aux recrutements futurs, une réelle séparation des tâches et une description claire des responsabilités ;
- la nomination d'un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) à la tête de la cellule dédiée à l'animation du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) et du Système de Management de la Continuité des Activités (SMCA).

DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

COMMERCIALISATION

L'année 2014 a été marquée par la mise en place d'une stratégie de commercialisation d'un nouveau service de MAROCLEAR : la dématérialisation des titres pour les sociétés non cotées.

Le mode de commercialisation retenu est celui d'une voie indirecte en passant par les dépositaires pour atteindre leurs clients potentiellement intéressés par ce service ; à savoir toutes les sociétés non-cotées.

**UN NOUVEAU SERVICE :
LA DÉMATÉRIALISATION DES TITRES
POUR LES SOCIÉTÉS NON COTÉES**

Et dans une logique d'accompagnement et de formation de ces dépositaires, des partenariats ont été initiés avec les deux grandes associations professionnelles de dépositaires, le Groupement Professionnel des Banques Marocaines (GPBM) et l'Association Professionnelle des Sociétés de Bourse (APSB) et devront être matérialisés en 2015 par la signature de Mémoires d'entente.

Enfin, toujours dans le cadre du lancement de ce nouveau service, un kit commercial a été conçu et réalisé par MAROCLEAR, en collaboration avec les banques et les sociétés de bourse, destiné à harmoniser la communication et les conseils sur les démarches à suivre pour la dématérialisation des titres.

COMMUNICATION

Dans le cadre de sa stratégie 2014-2016, MAROCLEAR vise à développer une communication institutionnelle forte, rigoureuse et transparente, s'appuyant sur une identité visuelle renouvelée, permettant d'accroître la notoriété de l'institution, la compréhension de son activité et l'adhésion à ses valeurs.

COMMUNICATION EXTERNE

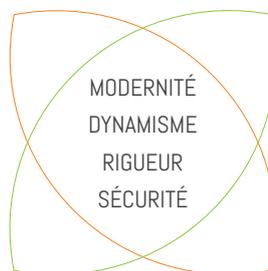
Une nouvelle identité visuelle

MAROCLEAR a procédé en 2014 à une refonte globale de son identité visuelle, incluant la création d'un nouveau logotype, d'une charte graphique et d'une signature, conçus pour refléter les valeurs du Dépositaire Central et le dynamisme de sa stratégie.

Cette nouvelle identité visuelle se veut tout d'abord l'expression de la modernité et du dynamisme de l'institution à travers ses nouvelles couleurs :

- Orange, pour l'optimisme et l'ambition
- Vert, pour le renouveau et l'espoir
- Gris foncé, pour la rigueur et l'expertise

Les valeurs de MAROCLEAR sont exprimées par cette nouvelle identité visuelle. La construction du logo exprime les notions de rigueur & de sécurité à travers l'utilisation d'une typographie majuscule et linéale et l'écriture calée sur une base horizontale solide renforcée par la mention CSD Morocco (Central Security Depository), explicitant à la fois le cœur de métier et les ambitions internationales du Dépositaire Central.



Un slogan fédérateur

La communication qui a suivi la révélation du logotype s'est faite autour d'un slogan qui exprime toute la démarche stratégique du Dépositaire Central : « La confiance est le bien le plus précieux d'un marché ambitieux ».

Édition de guides pédagogiques

Suite à cette refonte, l'ensemble des outils de communication du Dépositaire Central ont été remaniés (guides, brochures, signalétique, papeterie, etc.), tant pour correspondre à la nouvelle charte graphique que pour répondre aux attentes en termes de notoriété et de compréhension métier. Ainsi, plusieurs outils pédagogiques dédiés à son métier ont également été conçus à destination de différents publics.

- Guide sur l'habilitation
- Guide sur l'affiliation
- Guide sur la dématérialisation des titres

COMMUNICATION INTERNE

La communication interne accompagne tous ces changements au sein de MAROCLEAR. En 2014, plusieurs actions ont été menées en vue de sensibiliser les collaborateurs à la reconduction des certifications RSE et ISO 27001 (SMSI) : signalétique dédiée au respect de l'environnement (réflexes à adopter pour faire des économies d'eau, d'énergie de papier, etc.) ; diffusion d'un guide dédié aux règles du Système de Management des Systèmes d'Information ; production de cartes mémo des règles d'enregistrement de fichiers ; mise en place d'une médiathèque interne pour assurer l'accès des collaborateurs à l'ensemble des supports de communication, etc.

PRÉSENCE À L'INTERNATIONAL

AMBITION DE LEADERSHIP RÉGIONAL

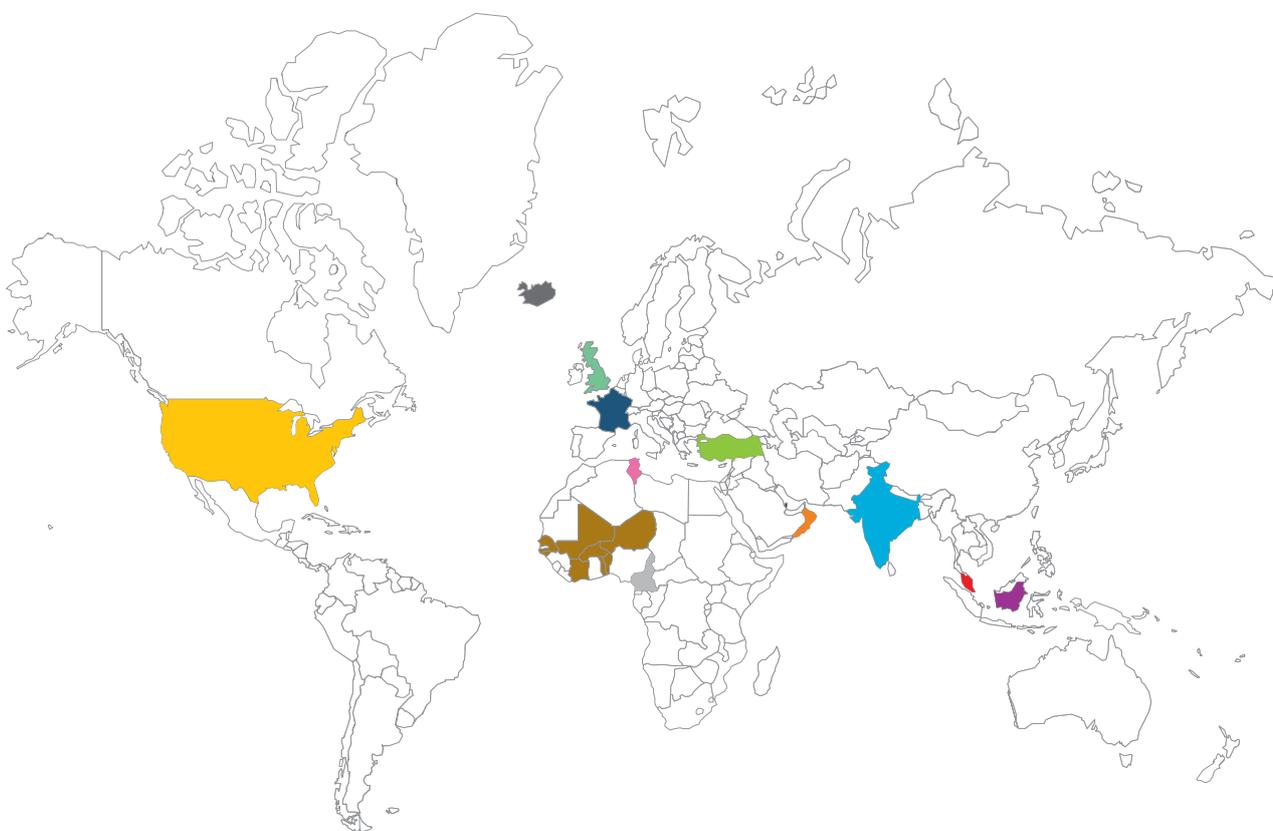
MAROCLEAR entretient des relations suivies avec de nombreux Dépositaires Centraux étrangers et joue un rôle sur le plan régional en accompagnant certains pays africains dans leur démarche de modernisation des marchés de capitaux. Cette démarche de leadership s'appuie également sur un réseau de contacts et des relations étroites avec la profession à l'international et dans le cadre de relations Sud-Sud.

AFFILIATION AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Africa & Middle East Depositories Association (AMEDA)
- International Securities Services Association (ISSA)
- Association of National Numbering Agencies (ANNA)
- Union of Arab Stock Exchanges (UASE)

PARTICIPATION AUX ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX 2014

L'équipe MAROCLEAR participe régulièrement à des rencontres et des événements internationaux d'ordre financier ou boursier.



- Istanbul (Turquie) : Participation au workshop "International Experiences in Central Clearing Counterparties" - **Janvier 2014**
- Muscat (Oman) : Participation à la 19^{ème} conférence annuelle de l'AMEDA - **Mars 2014**
- Londres (UK) : Participation à la City Week 2014 - **Avril 2014**
- Reykjavik (Island) : Participation à la conférence annuelle de l'ANNA 2014 - **Mai 2014**
- Paris (France) : Participation à la 6^{ème} édition du Colloque annuel du Conseil Scientifique de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur le thème « La résilience des infrastructures des marchés financiers » - **Mai 2014**
- Tunis (Tunisie) : Forum économique Maroc-Tunisie organisé par la CGEM et l'UTICA sur le thème « Des synergies à bâtir au service de la croissance et de l'emploi » - **Mai 2014**
- Chennai (Inde) : Voyage d'études avec des institutions de la place financière marocaine pour la présentation des nouveautés concernant les solutions informatiques de clearing, tenu de registre central et Trade Repository - **Mai 2014**
- Singapour : Participation à la 3^{ème} édition de « Africa Singapore Business Forum » organisé par International Enterprise - **Août 2014**
- Boston (USA) : Participation à la conférence annuelle SIBOS - **Septembre 2014**
- Londres (UK) : Conférence sur les opportunités d'investissement au Maroc organisée par l'Ambassade du Maroc au Royaume-Uni en partenariat avec le Conseil Marocco-Britannique des affaires - **Octobre 2014**
- Bahrein : Participation à la 20^{ème} Assemblée Générale de l'AMEDA - **Novembre 2014**
- Bali (Indonésie) : Participation à l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ANNA - **Novembre 2014**
- Yaoundé (Cameroun) : Participation au séminaire régional sur le thème « Vulgarisation du Règlement portant inscription en compte des valeurs mobilières et autres instruments financiers dans la CEMAC » organisé par la Commission de Surveillance des Marchés Financiers de l'Afrique Centrale - **Décembre 2014**

INTERVENTION DE MAROCLEAR EN 2014

- Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo : Maroclear accompagne et assiste la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) à la mise en place du système automatisé de gestion des titres et de la liquidité de l'union monétaire Ouest Africaine dans les 8 Etats membres - **2014**

3/ RÉSULTATS OPÉRATIONNELS 2014

ADMISSIONS DE TITRES

ÉVOLUTION DE LA CAPITALISATION

DÉNOUEMENT DE FLUX

ADMINISTRATION DES TITRES



26





ADMISSIONS DE TITRES

La valeur des titres admis à MAROCLEAR au cours de l'année 2014 s'élève à près de 200 milliards MAD, mais se situe néanmoins en baisse par rapport aux admissions de 2013, essentiellement en raison de la diminution des levées du Trésor.

Admissions 2014 - 2013 (En MDH)

CATÉGORIE DE VALEUR	2014	2013
Actions	6 091	13 825
Bons du Trésor	110 169	175 186
Obligations	14 172	7 012
TCN	66 654	62 333
OPCVM	22	16
FPCT	2 657	1 534
TOTAL	199 765	259 906

a- Marché des actions

Avec une capitalisation de 5,6 milliards MAD, la seule introduction en Bourse enregistrée en 2014, «Résidences Dar Saâda», représente l'essentiel des montants nouvellement admis sur ce compartiment (un peu plus de 6 milliards MAD au total).

Pour le reste, il s'agit d'opérations d'augmentations de capital, réalisées sur des valeurs déjà admises aux opérations de MAROCLEAR, pour un montant total de 457 millions MAD.

Introductions / Augmentations de capital en 2014

VALEURS	NATURE DES OST	QUANTITÉ DE TITRES	PRIX D'ÉMISSION	CAPITALISATION
MUTANDIS	Augmentation de capital réservée aux titulaires des Bons de Souscription d'Actions	315 000	100,00	31 500 000
ADI 2 ^{ème} L	Augmentation de capital en numéraire	373 552	556,00	207 694 912
BRASSERIES DU MAROC	Augmentation de capital suite à la Fusion Absorption de Branoma par les Brasseries du MAROC	4 452	2024,00	9 010 848
CDM	Augmentation de capital en numéraire par la conversion des dividendes en actions	320 512	525,00	168 268 800
BMCI	Augmentation de capital suite à la Fusion Absorption de BMCI Crédit Conso par BMCI	443	733,40	324 899
CMT	Augmentation de capital par la conversion d'une partie des obligations en actions	28 748	1 250,00	35 935 000
COLORADO	Augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de COLORADO	66 156	58,00	3 837 048
RESIDENCES DAR SAADA	Introduction en bourse par augmentation de capital	26 208 850	215,00	5 634 902 750
TOTAL				6 091 474 254



ADMISSIONS DE TITRES

b- Bons du Trésor (BDT)

Les levées brutes de BDT durant l'année 2014 ont atteint 110 milliards MAD, soit une baisse notable de plus de 37% par rapport à 2013. Ces levées ont concerné toutes les maturités, mais avec une prédominance du long terme, qui a représenté plus de la moitié des émissions de BDT en 2014.

Répartition des émissions du Trésor par maturité en 2014

MATURITÉS	EN MILLIONS DE DIRHAMS	PART
Court terme (jusqu'à 52 semaines)	13 800,0	12%
Moyen terme (jusqu'à 5 ans)	36 054,2	33%
Long terme (plus de 5 ans)	60 314,5	55%
TOTAL	110 168,7	100%

Répartition des émissions du Trésor en 2014 (nouvelles lignes / assimilations)

NATURE	NOMBRE DE LIGNES	EN MILLIONS DE DIRHAMS
Nouvelles lignes	43	20 500,0
Assimilations	19	89 668,7
TOTAL	62	110 168,7

DETTE PRIVÉE

Le marché primaire de la dette privée affiche en 2014 une hausse de 17%, notamment en raison d'une augmentation des émissions obligataires.

Les emprunts privés admis 2014-2013 (EN MDH)

CATÉGORIE	2014	2013
Emprunts obligataires	14 171,7	7 012
TCN	66 654,2	62 333
TOTAL	80 825,9	69 345

a- Emprunts obligataires

Les émissions d'emprunts obligataires privés ont enregistré une progression importante en 2014, aussi bien en nombre qu'en capitalisation levée.

En effet, le nombre d'émissions est passé de 17 nouvelles lignes en 2013 à 46 en 2014, pour un montant total d'émissions de l'ordre de 14 milliards MAD, soit le double des émissions enregistrées en 2013.



b- Titres de créance négociables (TCN)

Le volume global des émissions de TCN en 2014 s'établit à près de 66 milliards MAD, soit une progression de 7% en comparaison avec 2013.

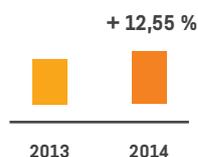
Après une quasi absence en 2013, les émissions de Bons de Sociétés de Financement reviennent en 2014, avec un montant total émis de 7,8 milliards MAD.

Par ailleurs, à l'instar des exercices précédents, les Certificats de Dépôts représentent toujours l'essentiel des montants émis sur le compartiment TCN (71% du total).

Emissions de TCN 2014-2013 (En MDH)

CATÉGORIE	2014	2013
Billets de trésorerie	11 339.3	10 074.6
Bons de Sociétés de Financement	7 802.2	40.0
Certificats de dépôt	47 512.7	52 218.3
TOTAL	66 654.2	62 332.9

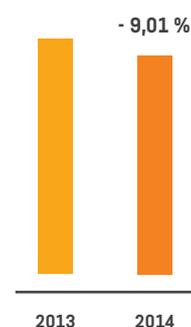
Billets de trésorerie



Bons de Sociétés de Financement



Certificats de dépôt



* Non Significatif

OPCVM

Le nombre de nouveaux OPCVM admis en 2014 s'élève à 22 fonds.

Exception faite de cinq fonds dédiés, les Fonds Communs de Placement (FCP) admis en 2014 sont majoritairement des fonds Grand Public, avec une répartition sur les différentes politiques de placement (41% Obligataires, le reste étant constitué de fonds diversifiés actions, monétaires et contractuels).

On notera, également en 2014, l'émission de trois FCP en titrisation (créances hypothécaires), à savoir le FT CREDILOG IV, FPCT TITRIT et FT IMMO LV, à l'initiative conjointe de Maghreb Titrisation (gestionnaire) et CIH, CDG CAPITAL et BCP (dépositaires).

ÉVOLUTION DE LA CAPITALISATION

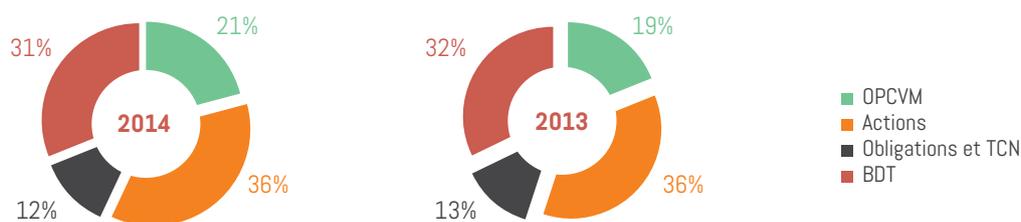
ÉVOLUTION DE LA CAPITALISATION

À fin 2014, la capitalisation admise à MAROCLEAR s'établit à 1 365 milliards MAD, soit une progression de 7,4% par rapport à fin 2013. Cette variation positive est essentiellement imputable à la progression de l'encours des OPCVM et à l'augmentation de la capitalisation boursière.

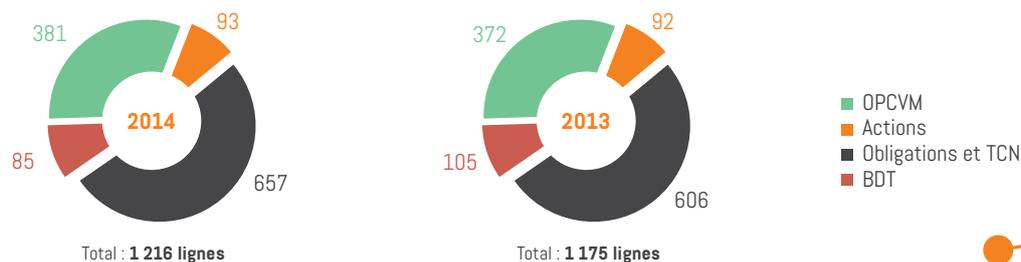
Ventilation de la capitalisation par catégorie de valeur (en MRDS DHS)

CATÉGORIE DE VALEUR	2014	2013	VARIATION
ACTIONS	489,2	455,8	33,4
OBLIGATIONS	95,3	88,1	7,2
BONS DU TRESOR	426,0	412,9	13,1
TCN	71,8	75,3	-3,5
OPCVM	278,1	234,9	43,2
FPCT	5,0	3,9	1,1
TOTAL	1 365,4	1 270,9	94,5

En effet, la capitalisation boursière a augmenté de plus de 33 milliards MAD et ce, grâce à la performance annuelle des deux indices boursiers, MADEX (+5.73%) et MASI (+5.55%), ainsi qu'à l'introduction en bourse de la valeur Résidences Dar Saâda. De même, l'encours des OPCVM s'est apprécié de plus de 43 milliards MAD par rapport à fin 2013. La structure de la capitalisation s'en trouve ainsi légèrement modifiée avec une progression de la part des OPCVM.



Enfin, le nombre de valeurs admises à MAROCLEAR progresse de 41 lignes, notamment en raison de l'augmentation du nombre d'obligations gérées.





DÉNOUEMENT DE FLUX

En comparaison avec l'année précédente, l'activité de dénouement a été en 2014 moins importante en termes de volumes et un peu plus importante en termes de nombre de mouvements.

En effet, la moyenne quotidienne des montants échangés via MAROCLEAR s'établit, toutes filières confondues, à 41,8 milliards MAD et régresse ainsi de près de 3,4 milliards MAD en comparaison avec 2013, étant précisé que les Repo's représentent évidemment l'essentiel des montants dénoués.

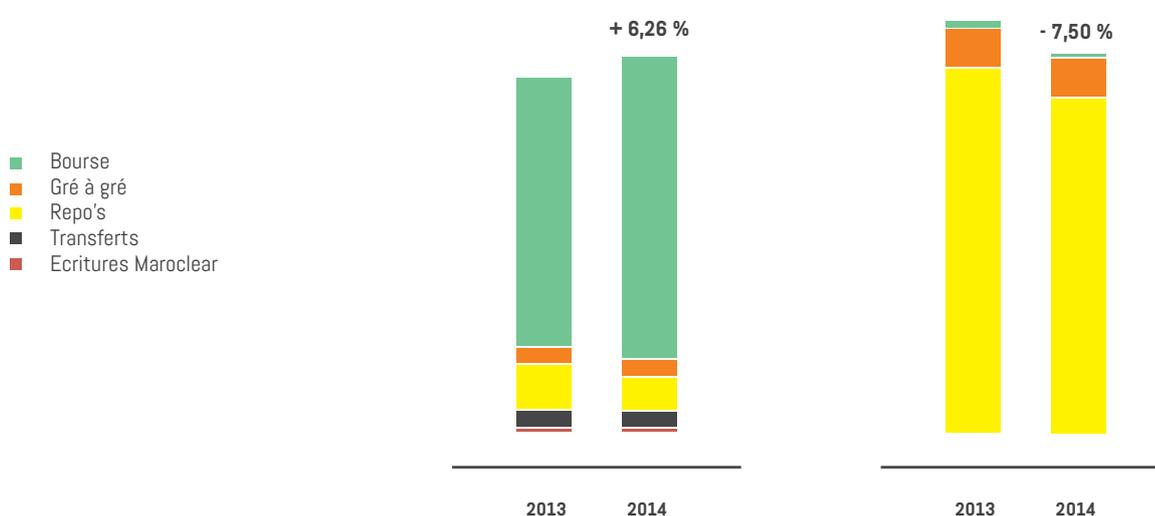
Quant au nombre d'opérations, celui-ci a progressé de près de 144 opérations par jour. La moyenne quotidienne des opérations dénouées, s'établissant ainsi à 2 443 opérations comptabilisées, concerne pour l'essentiel la filière bourse dont le nombre d'opérations (contrats et avis d'opéré) a augmenté en 2014.

Moyennes quotidiennes des flux traités 2014-2013

Filières	EN NOMBRE DE MOUVEMENTS		EN MILLIONS DE DIRHAMS	
	2014	2013	2014	2013
Bourse	2 008	1 791	565	706
Gré à gré	104	95	4 175	4 170
Repo's	212	290	37 123	40 384
Transferts	101	107	-	-
Ecritures MAROCLEAR	18	16	-	-
TOTAL	2 443	2 299	41 863	45 260

En nombre de mouvements

En millions de dirhams





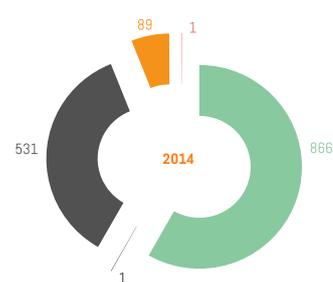
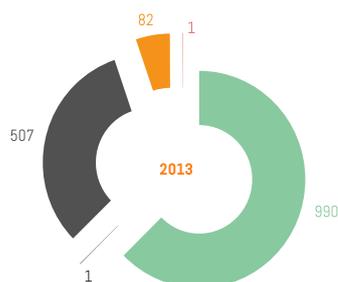
ADMINISTRATION DES TITRES

Le nombre d'opérations sur titres traitées par MAROCLEAR en 2014 a enregistré 93 opérations de moins par rapport à 2013. A l'instar des exercices précédents, l'essentiel de ces opérations sur titres correspond à des paiements d'intérêts et à des remboursements du principal. S'agissant des paiements de dividendes, ils totalisent cette année quelques 23 milliards MAD contre 20 milliards en 2013.

Nombre d'OST en 2014 et 2013

NATURE	2014	2013
Paiement d'intérêts	866	990
Remboursement de titres d'emprunts	531	507
Paiement de dividendes	89	82
Détachement de droits	1	1
Assimilation	1	1

- Paiement d'intérêts
- Remboursement de titres d'emprunts
- Paiement de dividendes
- Détachement de droits
- Assimilation







4/ RÉSULTATS FINANCIERS 2014

ANALYSE FINANCIÈRE

ÉTATS FINANCIERS

ANNEXES

35



CONTEXTE INTERNATIONAL

Le contexte économique et financier international a été marqué par une reprise nette de l'économie américaine en fin d'année avec une croissance de 5% au troisième trimestre de l'année et un taux de croissance moyen annuel qui s'est finalement stabilisé à fin 2014 à 2,2%.

Un retour à la situation d'avant 2008 pour les marchés européens et américains

Ce regain de l'économie réelle, bien que beaucoup plus faible en Europe (+0,8% dans l'UE), s'est reflété par une dynamique haussière des Places boursières (+7,8% pour l'indice Dow Jones) qui retrouvent leurs niveaux d'avant 2008, marqué toutefois par un retour de la volatilité en fin d'année.

Une situation plus tendue sur les marchés émergents

Les résultats des économies et marchés sont en revanche nettement plus mitigés dans les pays émergents, avec une croissance qui marque le pas en Chine, même si elle reste encore forte à +7,4% ; et une baisse très nette du PIB en Russie, avec un taux de croissance tombé au niveau quasi nul de 0,2%. Les marchés financiers émergents ont reflété en 2014 cette hésitation.

CONTEXTE NATIONAL

Au Maroc, l'économie hors secteur agricole a connu une progression de 3% en 2014, modérée toutefois par la baisse de 2% du secteur primaire. L'économie semble avoir repris le chemin d'une croissance durable, sur la base d'un rétablissement progressif de la demande extérieure et l'amélioration des Finances publiques.

Baisse des besoins de financement de l'État marocain

2014 est en effet marquée par la baisse des charges de compensation, entraînant un allègement notable des besoins en financement de l'État.

Le déficit budgétaire, allégé de 5 milliards MAD, s'est positionné à 49,6 milliards MAD à fin 2014. De fait, le recours du Trésor au marché de la dette locale a fortement diminué (-39%) et avec lui les pressions sur les liquidités bancaires nationales. L'année a en outre été marquée par le déblocage de plusieurs dons financiers émanant des pays du Golfe, à hauteur de 11 milliards de MAD.

Baisse des taux directeurs

La Banque Centrale a diminué son taux directeur en 2014 à 2,5% dans une logique de maîtrise des risques d'inflation et de déficit budgétaire, mais également avec la volonté de soutenir ainsi la reprise de l'activité économique.

Tendance haussière confirmée pour les marchés financiers marocains

La Place casablancaise a quant à elle confirmé son entrée dans un cycle haussier, amorcé en 2013. A fin 2014, le MASI est en hausse de +5,6% et le MADEX de +5,8%. L'indice obligataire « Moroccan Bond Index » ressort quant à lui à +12,6% et le marché de la dette privée a lui aussi connu une dynamique haussière.

CHIFFRE D'AFFAIRES MAROCLEAR 2014

Pour l'exercice 2014, le chiffre d'affaires s'est hissé à 68,42 millions MAD soit une augmentation de 5,32% par rapport à 2013.

Cette amélioration s'explique essentiellement par l'évolution positive des commissions sur les avoirs (8,39%). Cette commission représente 68% du total du chiffre d'affaires en 2014, contre 66% en 2013.

Les abattements sur les mouvements Bourse en 2014 ont totalisé un manque à gagner de 2,52 millions MAD, et les exonérations sur les admissions d'actions 0,28 million MAD, soit un total de 2,80 millions MAD.

Concernant les abattements, ils ont augmenté de 121% par rapport à 2013, s'expliquant par le fait que l'abattement en 2013 n'a été appliqué que sur le dernier semestre.



BILAN 2014

ACTIF

Au 31 décembre 2014, le total actif s'élève à 308,62 millions MAD contre 292,07 millions MAD au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 5,66%.

Les principales évolutions ayant touché les composantes de l'actif se présentent comme suit :

- L'actif immobilisé net a connu une augmentation de 40,75% par rapport à l'année précédente. Cet accroissement est dû à la prise de participation dans le capital de la société « Casablanca Finance City Authority » pour un montant de 20 millions de DH et à la politique d'investissement dynamique adoptée par MAROCLEAR qui est principalement orientée vers les systèmes d'information.
- L'actif circulant net a baissé de 10,56% par rapport à l'exercice 2013, en raison de la baisse de 12,05 % du poste Titres de Valeurs de Placement « TVP » pour un montant de 20,82 millions de DH.
- La trésorerie active s'établit à un montant de 2,37 million de DH, soit une hausse de 267,75% en 2014.

PASSIF

Au 31 décembre 2014, le total passif s'élève à 308,62 millions MAD contre 292,07 millions MAD au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 5,66%.

Les principales évolutions ayant touché les composantes du passif se présentent comme suit :

- En 2014, les capitaux permanents ont connu une augmentation de 5,73% par rapport à 2013 en raison de la constatation du résultat bénéficiaire de l'exercice en cours.
- Durant la même période, les dettes du passif circulant ont enregistré une baisse de 7,95% par rapport à l'exercice 2013 due à (i) la baisse des dettes envers les fournisseurs et (ii) les dettes d'impôt.

Le tableau ci-après détaille la composition des principales rubriques bilancielle au titre de l'exercice 2014 :



BILAN ACTIF (EN KDH)	31/12/2013		31/12/2014		VARIATION
	MONTANT NET	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS	MONTANT NET	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	341	1 478	523	955	614
Charges à répartir sur plusieurs exercices	341	1 478	523	955	614
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	12 415	38 321	20 931	17 390	4 975
Droits et logiciels informatiques	5 664	28 439	20 931	7 508	1 844
Autres immobilisations incorporelles en cours	6 751	9 881		9 881	3 130
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	32 285	80 536	37 612	42 924	10 639
Terrains nus	8 928	8 928	-	8 928	0
Constructions	10 201	24 375	13 780	10 595	394
Installations techniques, matériel et outillage	133	9 463	598	8 865	8 732
Matériel de transport	534	960	613	347	-187
Mobilier, matériel de bureau & aménagement divers	4 013	33 935	21 852	12 083	8 070
Autres immobilisations corporelles	1 985	2 576	769	1 807	-178
Autres immobilisations corporelles en cours	6 491	299	-	299	-6 192
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	43 809	63 791	-	63 791	19 982
Prêt au personnel	28	-	-	-	-28
Autres créances financières	43 768	43 778	-	43 778	10
Titres de participation	.	20 000	-	20 000	20 000
Autres Titres immobilisés	13	13	-	13	0
ECART DE CONVERSION- ACTIF (E)	-	-	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	88 850	184 127	59 066	125 061	36 211
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	29 783	30 776	1 659	29 117	-666
Fournisseurs, avances et acomptes	40	6	-	6	-34
Clients et comptes rattachés	13 191	15 391	1 659	13 732	541
Personnel	177	189	-	189	12
Etat	12 032	11 294	-	11 294	-738
Autres débiteurs	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation Actif	4 342	3 896	-	3 896	-446
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENTS (H)	172 792	151 967	-	151 967	-20 825
ECART DE CONVERSION-ACTIF (I)	4	100	-	100	96
TOTAL II (G+H+I)	202 579	182 843	1 659	181 184	-21 395
TRESORERIE-ACTIF	645	2 372	-	2 372	1 727
Banques	636	2 367	-	2 367	1 731
Caisse	9	5	-	5	-4
TOTAL III	645	2 372	-	2 372	1 727
TOTAL GENERAL I+II+III	292 073	369 342	60 725	308 617	16 544

BILAN PASSIF (en KDH)	31/12/2013	31/12/2014	Variation
CAPITAUX PROPRES (A)	258 079	272 877	14 798
Capital social	20 000	20 000	0
Report à nouveau	201 320	219 430	18 110
Réserve légale	2 139	2 139	0
Autres réserves	16 510	16 510	0
Résultat net de l'exercice	18 110	14 798	-3 312
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0	0	0
Provisions pour investissement	0	0	0
TOTAL I (A+B)	258 079	272 877	14 798
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (C)	31 437	28 939	-2 498
Fournisseurs et comptes rattachés	10 894	7 819	-3 075
Clients avances et acomptes	329	311	-18
Personnel	2 408	2 684	276
Organismes sociaux	1 317	1 272	-45
Etat	13 402	11 993	-1 409
Comptes d'associés	240	440	200
Autres créanciers	2 847	4 420	1 573
Comptes de régularisation Passif	0	0	0
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES (D)	2 554	4 957	2 403
ECART DE CONVERSION- PASSIF (E)	3	0	-3
TOTAL II (C+D+E)	33 994	33 896	-98
TRESORERIE-PASSIF	0	1 844	1 844
Banques	0	1 844	1 844
TOTAL III	0	1 844	1 844
TOTAL GENERAL I + II + III	292 073	308 617	16 544

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Le résultat courant s'est élevé en 2014 à 22,07 millions MAD, soit une diminution de 18,17% par rapport à 2013.

Ce résultat s'explique par :

- La variation à la baisse du résultat d'exploitation de 20,89% (12,60 millions MAD en 2014 contre 15,93 millions MAD en 2013).
- La baisse du résultat financier de 14,23% par rapport à l'exercice précédent.

De plus, le résultat non courant s'élève à 144 000 MAD, soit une diminution de 67,78% par rapport à 2013.

Enfin, la somme de l'ensemble de ces résultats permet à MAROCLEAR de réaliser un résultat net d'impôt de 14,79 millions MAD, soit une baisse de 18,29% par rapport à 2013.

Rubriques (en KDH)	2 013	2 014	Variation
- Produits d'exploitation	66 781	70 240	3 459
- Charges d'exploitation	50 853	57 640	6 787
Résultat d'exploitation	15 928	12 600	- 3 328
- Produits financiers	11 067	9 658	- 1 409
- Charges financières	29	192	163
Résultat financier	11 037	9 466	- 1 571
Résultat courant	26 965	22 066	- 4 899
- Produits non courants	587	159	- 428
- Charges non courantes	140	15	- 125
Résultat non courant	447	144	- 303
Résultat avant impôt	27 412	22 210	- 5 202
Impôt sur les sociétés	9 302	7 412	- 1 890
Résultat net	18 110	14 798	- 3 312

PRODUITS

Au 31 décembre 2014, le montant total des produits est de 80,06 millions MAD, soit une augmentation de 2,07% par rapport à 2013.

Les produits de l'exercice sont répartis comme suit :

- Produits d'exploitation (+5,18%) : une hausse due essentiellement à l'augmentation des produits des commissions facturées par MAROCLEAR (+4,41%).
- Produits financiers (-12,73%)
- Produits non courants (-72,91%)

CHARGES

Au 31 décembre 2014, le montant total des charges est de 65,26 millions MAD, soit une augmentation de 8,18% par rapport à 2013.

Les charges de l'exercice sont réparties comme suit :

- Charges d'exploitation (+13,35%)*
- Charges financières (+562,07%)
- Charges non courantes (-89,28%)

* Charges d'exploitation ventilées comme suit :

- Achats consommés de matières et fournitures (+13,41%)
- Autres charges externes (+23,67%)
 - Impôts et taxes (-61,39%)
 - Charges de personnel (+24,81%)
- Autres charges d'exploitation (-2,91%)
 - Dotations d'exploitation (-3,89%)





RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société MAROCLEAR S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 272 877 392 dont un bénéfice net de MAD 14 798 319.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société MAROCLEAR S.A au 31 décembre 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à une prise de participation à hauteur de 12,5% dans le capital social de la société Casablanca Finance City Authority (CFCA) pour un montant de KMAD 20 000.

Casablanca, le 14 avril 2015

Le Commissaire aux comptes
Coopers Audit Maroc S.A

Abdelaziz ALMECHATT
Associé

Coopers Audit Maroc S.A
COOPERS AUDIT MAR
Siège: B3 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 51, 50 Abdelatif Benke
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 Fax 0522 27 4
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

● ANNEXES

BARÈME TARIFAIRE 2014

DROITS D'ADMISSION		
CATÉGORIES	TRANCHES DE CAPITALISATION	TARIFS HT
Actions*	0 à 100 millions MAD	0,50 ‰
	100 à 250 millions MAD	0,25 ‰
	250 à 500 millions MAD	0,125 ‰
	500 millions à 1 milliard MAD	0,06 ‰
	Plus de 1 milliard MAD	0,01 ‰
Bons du Trésor, obligations, TCN, OPCVM et autres titres de créances	0 à 100 millions MAD	0,075 ‰
	100 à 500 millions MAD	0,025 ‰
	500 millions à 1 milliard MAD	0,006 ‰
	Plus de 1 milliard MAD	0,001 ‰

NB : * Exonération de la commission du droit d'admission sur les valeurs actions sur décision du Conseil d'Administration de MAROCLEAR

COMPTE EMISSION		
CATÉGORIES	TRANCHES	TARIFS ANNUEL HT/COMPTE
Actions et OPCVM	-	4 000
Droits	-	2 000
Coupons de dividendes	-	1 000
Bons du Trésor, obligations, TCN et autres titres de créance	50 premiers comptes	4 000
	51 à 200 comptes	2 000
	201 à 300 comptes	1 500
	Plus de 300 comptes	1 000
Coupons d'intérêts	50 premiers comptes	1 000
	51 à 200 comptes	500
	201 à 300 comptes	250
	Plus de 300 comptes	125

● ANNEXES

COMPTES COURANTS

CATÉGORIES	TRANCHES	TARIFS ANNUELS HT/COMPTE (MAD)
Comptes courants, titres et comptes de centralisation	200 premiers comptes	300
	201 à 500 comptes	200
	Plus de 500 comptes	100
Comptes courants, coupons, droits et autres	100 premiers comptes	200
	101 à 300 comptes	100
	Plus de 300 comptes	50

CONSERVATION

CATÉGORIES	TARIFS ANNUELS HT (MAD)
Actions	0,05 ‰
Droits d'attribution	0,025 ‰
Bons du Trésor, TCN, obligations et autres titres de créance	0,03 ‰
OPCVM	0,015 ‰ (monétaires et dédiés) 0,020% (autres)

MOUVEMENTS

CATÉGORIES	TARIFS HT/ECRITURE (MAD)
LCP de gré à gré	20
LCP filière bourse**	5
Transferts et OST :	
- Actions (hors SICAV)	10
- Bons du Trésor, obligations et autres	5
OPCVM	Gratuit

NB : **Abattement de 50% sur les mouvements Bourse sur décision du Conseil d'Administration de MAROCLEAR.

● ANNEXES

AFFILIÉS DE MAROCLEAR AU 31-12-2014

SDG = SOCIÉTÉ DE GESTION

E = EMETTEUR

DC = DÉPOSITAIRE CENTRAL

SDB = SOCIÉTÉ DE BOURSE

IFH = INTERMÉDIAIRE FINANCIER HABILITÉ

AD CAPITAL	SDG	CIMENTS DU MAROC	E	LAFARGE CIMENTS	E	SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER	E
AFRIC INDUSTRIES SA	E	CITIBANK MAGHREB	IFH	LE CARTON	E	SOCIETE REALISATIONS MECANIKES	E
AFRIQUIA GAZ	E	CMB PLASTIQUE MAROC	E	LEGLER	E	SOFAC CREDIT	E
AGMA- LAHLOU TAZI	E	SAHAM ASSURANCES	E	LESIEUR CRISTAL	E	SOGECAPITAL BOURSE	SDB
AL BARID BANK SA	IFH/MANDAT	COLORADO	E	LGMC	E	SOGECAPITAL GESTION	SDG
AL WASSIT	SDB	COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE	E	LYDEC	E	SOGELEASE	E
ALISTITMAR CHAABI	SDG	COMPAGNIE MINIERE DE TOUSSIT	E	M2M GROUP	E	SOGEPLACEMENT	SDG
ALLIANCES DARNA	E	COSUMAR	E	MAGHREB OXYGENE	E	SOMACOVAM	E
ALLIANCES DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER	E	CREDIT AGRICOLE DU MAROC	E+IFH/MANDAT	MAGHREB STEEL	E	SONASID	E
ALMA FINANCE GROUP	SDB	CREDIT DU MAROC	E+IFH	MAGHREB TITRISATION CREDILOG	E	SOTHEMA	E
ALUMINIUM DU MAROC	E	CRÉDIT DU MAROC CAPITAL	SDB	MAGHREB TITRISATION IMMOVERT	E	STOKVIS NORD AFRIQUE	E
ARAB BANK	IFH	CREDIT DU MAROC FONDS	SDG	MAGHREB TITRISATION SAKANE	E	STROC INDUSTRIE	E
ARTBOURSE	SDB	CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	E+IFH	MAGHREBAIL	E	TANGER MED PORT AUTHORITY SA	E
ATLANTA	E	CROWN PACKAGING MAROC	E	MANAGEM	E	TANGER MED 2	E
ATLAS CAPITAL BOURSE	SDB	CTM SA	E	MAROCLEAR	E	TASLIF	E
ATLAS CAPITAL MANAGEMENT	SDG	DARI COUSPATE	E	MAROC LEASING	E	TIMAR	E
ATTIJARIWAFI BANK	E+IFH	DELATTRE LEVIVIER MAROC	E	MAROC SERVICES INTERMEDIATION	SDB	UNIMER	E
ATTIJARI INTERMEDIATION	SDB	DELTA HOLDING	E	MAROGEST	SDG	UNIVERS MOTORS SA	E
AUTO NEJMA	E	DIAC EQUIPEMENT	E	MED PAPER SA	E	UPLINE CAPITAL MANAGEMENT	SDG
AUTO-HALL	E	DIAC SALAF	E	MEDI TELECOM SA	E	UPLINE GESTION	SDG
AUTOROUTES DU MAROC	E	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES	E	MEDIACO MAROC	E	UPLINE SECURITIES	SDB
AXA CREDIT	E	EXTERIEURES	E	MEDIAFINANCE	IFH	VALORIS MANAGEMENT	SDG
BALIMA	E	DISTRA-S.A	E	MICRODATA	E	VALYANS CONSULTING	E
BANK AL MAGHRIB	IFH	DISWAY	E	MUTANDIS SCA	E	VIVALIS SALAF	E
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	E+IFH	DOUJA PROMOTION GROUPE ADDOHA	E	NEXANS MAROC	E	WAFI ASSURANCE	E
BERLIET MAROC	E	DYAR AL MANSOUR	E	OCP SA	E	WAFI BOURSE	SDB
BEST REAL ESTATE	E	ENNAKL	E	ONA	E	WAFI GESTION	SDG
BMCE BANK	E+IFH	EQDOM	E	ONCF	E	WAFABAIL	E
BMCE CAPITAL BOURSE	SDB	EUROBOURSE	SDB	ONDA	E	WAFASALAF	E
BMCE CAPITAL GESTION	SDB	EUROCLEAR FRANCE	DC	ORANGE ASSET MANAGEMENT	SDG	WINEO GESTION ASSET MANAGEMENT	SDG
BMCI	E+IFH	FENIE BROSSETTE	E	OULMES	E	ZALAGH HOLDING	E
BMCI ASSET MANAGEMENT	SDG	FERTIMA	E	PALMERAIE DEVELOPPEMENT	E	ZELLIDJA SA	E
BMCI BOURSE	SDB	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	E	PRIVATE EQUITY INITIATIVES	E/SDG		
BMCI LEASING	E	GESTFONDS	SDG	PROMOPHARM	E		
BRASSERIES DU MAROC	E	GROUP INVEST SA	E	REBAB COMPANY	E		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	IFH/MANDAT	HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS	E	RED MED ASSET MANAGEMENT	SDG		
CAM GESTION	SDG	HOLCIM MAROC	E	RESIDENCES DAR SAADA	E		
CAPITAL TRUST GESTION	SDG	HYPER SA (LABEL VIE)	E	RISMA SA	E		
CAPITAL TRUST SECURITIES	SDB	IB MAROC.COM SA	E	RMA CAPITAL	SDG		
CARTIER SAADA	E	IDRAJ SCA	E	SAHAM	E		
CDG CAPITAL	E+IFH	IMMOLOG	E	SALAFIN	E		
CDG CAPITAL BOURSE	SDB/MANDAT	IMMORENT INVEST SCA	E	SAMIR	E		
CDG CAPITAL GESTION	SDG	INTEGRA BOURSE	SDB	SCE	E		
CENTRALE LAITIERE	E	INVOLYS	E	SCR PME CROISSANCE	E		
CFG GESTION	SDG	IRG ASSET MANAGEMENT	SDG	SNEP	E		
CFG GROUP	E+IFH	ITISSALAT AL MAGHRIB	E	SNI	E		
CFG MARCHES	SDB	JET ALU MAROC	E	SOCIETE GENERALE DU MAROC	E+IFH		
CIMENTS DE L ATLAS	E	TAQA MOROCCO	E	SOCIETE MAGHREBINE DE MONETIQUE	E		

● ANNEXES

VALEURS ADMISES AUX OPÉRATIONS DE MAROCLEAR AU 31-12-2014

TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES
SICAV ET FONDS COMMUNS DE PLACEMENT
BONS DU TRÉSOR
FONDS DE PLACEMENT COLLECTIFS EN TITRISATION

ACTIONS

AFRIC INDUSTRIES S A
AFRIQUIA GAZ
AGMA- LAHLOU TAZI
ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER
ALUMINIUM DU MAROC
ATLANTA
ATTIJARIWAFABANK
AUTO NEJMA
AUTO-HALL
AXA CREDIT
BALIMA
BANQUE CENTRALE POPULAIRE
BERLIET MAROC
BMCE BANK
BMCI
BRASSERIES DU MAROC
CARTIER SAADA
CENTRALE LAITIÈRE
CFG GROUP
CIMENT DU MAROC
CNIA SAADA ASSURANCE
COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE
COMPAGNIE MINIERE DE TOUISSIT
COSUMAR
CREDIT AGRICOLE DU MAROC
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
CROWN PACKAGING MAROC
CTM SA
DARI COUSPATE
DELATRE LEVIVIER MAROC
DELTA HOLDING
DIAC EQUIPEMENT
DISWAY
DOUJA PROMOTION GROUPE ADDOHA
ENNAKL
EQDOM
FENIE BROSSETTE
FERTIMA
HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS
HOLCIM MAROC
HYPER SA (LABEL VIE)
IB MAROC.COM SA
IDRAJ SCA
INVOLYS
ITISSALAT AL MAGHRIB

JET ALU MAROC
JORF LASFAR ENERGY COMPANY
LAFARGE CEMENTS
LE CARTON
LEGLER
LESIEUR CRISTAL
LGMC E
LYDEC
M2M GROUP
MAGHREB OXYGENE
MAGHREBAIL
MANAGEM
MAROC LEASING
MAROCLEAR
MED PAPER SA
MEDIACO MAROC
MICRODATA
MUTANDIS SCA
NEXANS MAROC
ONA
PROMOPHARM
REBAB COMPANY
RISMA SA
SALAFIN
SAMIR
SCE
SNEP
SNI
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER
SOCIETE MAGHREBINE DE MONETIQUE
SOCIETE REALISATIONS MECANIKES
SOFAC CREDIT
SONASID
SOTHEMA
STOKVIS NORD AFRIQUE
STROC INDUSTRIE
TASLIF
TIMAR
UNIMER
WAFABASSURANCE
ZELLIDJA SA

OBLIGATIONS

AFRIQUIA GAZ
ALLIANCES DARNA
ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

ATTIJARIWAFABANK
AUTOROUTES DU MAROC
BANQUE CENTRALE POPULAIRE
BEST REAL ESTATE
BMCE BANK
BMCI
CFG GROUP
CIMENT DU MAROC
CMB PLASTIQUE MAROC
COMPAGNIE MINIERE DE TOUISSIT
CRÉDIT DU MAROC
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
DISTRAS.A
DOUJA PROMOTION GROUPE ADDOHA
FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
GROUP INVEST SA
HOLCIM MAROC
HYPER SA (LABEL VIE)
IMMOLOG
LYDEC
MAGHREB OXYGENE
MANAGEM
MEDI TELECOM SA
MEDIACO MAROC
OCP SA
ONCF
ONDA
PALMERAIE DEVELOPPEMENT
RESIDENCES DAR SAADA
RISMA SA
SAMIR
SNI
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DU MAROC
SOMACOVAM
TANGER MED 2
TANGER MED PORT AUTHORITY SA
UNIMER
UNIVERS MOTORS SA
VIVALIS
ZALAGH HOLDING

OPCR

SCR PME CROISSANCE

TCN (BILLETS DE TRÉSORERIE)

AFRIQUIA GAZ
ADDOHA
ALLIANCES DARNA
MAGHREB STEEL
MUTANDIS
RESIDENCES DAR SAADA
DYAR AL MANSOUR
OULMES
JET ALU
LABEL VIE
VALYANS CONSULTING

TCN (BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT)

ACRED
BMCI LEASING
EQDOM
MAGHREBAIL
RCI FINANCE
SALAFIN
SOFAC CREDIT
SOGLEASE
TASLIF
WAFABAIL
WAFASALAF

TCN (CERTIFICATS DE DÉPÔT)

ATW
BCP
BMCE
BMCI
CAM
CDG CAPITAL
CDM
CFG GROUP
CIH
FEC
SGMA

Crédit photos :
p.08-09 : Mohamed Latrach - www.500px.com
p.18-19 : www.shutterstock.com
p.34-35 : Yassine Ahbar - www.500px.com
p.14-26-27-41 : Sife El Amine

